

L'impact de la crise économique sur la pauvreté et la cohésion sociale

Marco MIRA D'ERCOLE

Direction des statistiques à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

Mon premier point concernera les relations entre crise économique et inégalités sociales. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la baisse de la croissance du PIB s'élève à environ 4 à 5 % en 2009; les pertes sur les valeurs patrimoniales pourraient atteindre l'équivalent du PIB mondial.

Sur la nature de la crise, plusieurs hypothèses se confrontent, liées à la multiplicité des facteurs explicatifs (politique monétaire, défaut de régulations financières, etc.). Mais le facteur sur lequel je voudrais attirer votre attention est celui des inégalités. L'approche traditionnelle est fondée sur la séparation entre l'activité économique et la distribution des revenus. Cette approche est limitée dans une double perspective. Logique premièrement, car elle ignore le fait que les inégalités dans la répartition des revenus sont générées par la croissance économique elle-même. D'un point de vue politique, car les politiques de redistribution ne peuvent pas, toutes seules, corriger toutes les inégalités. La croissance inégale a, en soi, rendu la croissance moins durable. La crise peut alors être perçue comme résultant d'un double processus : d'une part, les ménages à bas revenu ont compensé la faible hausse de leur pouvoir d'achat par un endettement croissant pour soutenir leur consommation et, d'autre part, l'accroissement des hauts revenus reflète l'augmentation des profits du secteur financier et a contribué à gonfler les prix des actifs.

Dans les trois quarts des pays, les inégalités dans la distribution des revenus augmentent de manière significative depuis 1985. Aux États-Unis, les inégalités ont augmenté, en 20 ans, de 4,5 points du Gini, ce qui équivaut à un transfert de revenu moyen de 10 % de la partie la plus basse de la distribution vers la partie la plus haute. L'accroissement des inégalités a surtout été tiré par les évolutions à la hausse du quintile le plus élevé. Dans ce processus, les classes moyennes se sont rapprochées du quintile le plus bas.

Quels sont les effets de la crise sur les ménages ? Dans les pays de l'OCDE, entre décembre 2007 et juin 2009, 15 millions de chômeurs additionnels ont été enregistrés et, à fin 2010, les prévisions font état de 25 millions de chômeurs additionnels. Dans le monde, la Banque mondiale calcule que 90 millions d'individus vont rester au-dessous du seuil de pauvreté d'un dollar par jour d'ici 2010 à cause de la crise.

Les effets sociaux de la crise, bien qu'importants, ont cependant été modérés de manière significative par les réponses apportées par les autorités publiques et en particulier par les politiques budgétaires expansionnistes. Le déficit public cumulé sur deux ans en pourcentage du PIB de l'année de base montre des effets qui vont de 15 points au Royaume-Uni à 2 points en Hongrie. Ces politiques fiscales ont soutenu le pouvoir d'achat des ménages. Aux États-Unis, malgré l'importante baisse de la masse salariale, les transferts publics et la diminution des impôts a permis de soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

Autre facteur important quand on réfléchit sur les effets sociaux de la crise, c'est la relation entre crise économique et dynamique sur le marché du travail. Le chômage réagit toujours avec retard à la

dynamique de production. Il faudra beaucoup de temps pour que l'emploi retrouve son niveau d'avant la crise. Le taux de chômage pourrait en outre ne jamais retrouver les niveaux d'avant la crise pour des effets d'hystérésis.

Notons enfin que les outils de monitoring des inégalités et de la pauvreté s'avèrent très insuffisants. Un monitoring à court terme sur les inégalités sociales n'est pas disponible du fait d'une fréquence insuffisante des enquêtes et de délais de mise à disposition importants. Par ailleurs, les concepts eux-mêmes sont souvent insuffisants puisque la pauvreté relative ne change pas quand le revenu des « pauvres » et des classes moyennes baissent avec la même intensité. Le risque de cette insuffisance d'outils de monitoring est celui d'un « strabisme politique » dans lequel on parle de « poussées vertes » dans les moments où les conséquences sociales de la crise sont les plus importantes.

Une réflexion pour améliorer la situation est engagée aux niveaux national et international. La Commission européenne a ainsi récemment publié un document sur « le PIB et au-delà », soulignant l'importance de la quasi-instantanéité des informations statistiques dans le domaine social et environnemental et la nécessité d'une précision accrue sur la mesure des inégalités. Lors d'un séminaire de l'OCDE en mars 2009, des pistes de réflexion ont été dégagées : les données administratives doivent être mieux utilisées ; les données d'enquêtes existantes doivent être plus rapidement traitées ; il faut utiliser de nouveaux outils statistiques, tels que les enquêtes conjoncturelles mensuelles pour disposer d'informations plus précises.

Ces questions statistiques ne sont pas seulement techniques mais relèvent aussi d'enjeux de société. Les conclusions de la Commission Stiglitz ouvrent des pistes importantes pour le suivi de la pauvreté et des inégalités. Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait, et ce que l'on devrait mesurer devrait refléter les objectifs poursuivis par la collectivité. Enfin, le changement du système statistique ne se fera pas tout seul du seul fait des statisticiens : l'impulsion politique et le débat au sein de la société civile sont primordiaux de ce point de vue.